Arrêté interministériel n°2017/MAAH/MCIA/MINEFID portant fixation des taxes sur les produits soumis au contrôle de la qualité.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES,
LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT,
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT

Vu la Constitution ;
Vu la loi organique n°073-2015/CNT du 06 décembre 2015 relative aux lois de finances ;
Vu le Décret n°2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le Décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017 portant remaniement du Gouvernement ;
Vu le Décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017, portant attributions des membres du Gouvernement ;
Vu le Décret n° 2016-293/PRES/PM/MAAH du 28 avril 2016 portant organisation du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques ;
Vu le Décret n° 2016-399/PRES/PM/MCIA du 23 mai 2016 portant organisation du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat ;
Vu le Décret n° 2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
Vu le décret n°2016-598/PRES/PM/MINEFID du 08 juillet 2016, portant règlement général sur la comptabilité publique ;
Vu le décret n°2016-599/PRES/PM/MINEFID du 08 juillet 2016, portant régime juridique applicable aux comptables publics ;
Vu le décret n°2017-0106/PRES/PM/MINEFID du 13 mars 2017, portant régime juridique des ordonnateurs de l'Etat et des autres organismes publics ;
Vu le décret n°2017-0182/PRES/PM/MINEFID du 10 avril 2017, portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;
Vu l'ordonnance n°75/025/PRES/PL/DR/ET du 20 mai 1975, relative au contrôle du conditionnement et de la qualité des produits alimentaires et à la répression des fraudes ;

Vu le décret n°2006-186/PRES/PM/MFB du 02 mai 2006, portant création de perceptions spécialisées auprès des départements ministériels et institutions;

Vu le décret n°2008-328/PRES/PM du 09 juin 2008, portant organisation et fonctionnement des régies de recettes et des régies d'avances de l'État et des autres organismes publics ;

Vu l'arrêté n°0016/MDR/MEF du 25 avril 1983, portant contrôle de la qualité des produits ;

**ARRETEMENT**

**ARTICLE 1** : Il est perçu une taxe d'analyse pour tous les produits alimentaires d'origine végétale, transformés ou non, livrés en vrac ou emballés, destinés à l'exportation ou à l'importation et ayant fait l'objet d'un contrôle de la qualité.

Les taxes d'analyse perçues concernent les tranches ci-dessous énumérées :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Marchés de poids</th>
<th>Taxe (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>de 0 kg à 100 kg</td>
<td>500</td>
</tr>
<tr>
<td>de 101 kg à 600 kg</td>
<td>1 500</td>
</tr>
<tr>
<td>de 601 kg à 1000 kg</td>
<td>2 000</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**ARTICLE 2** : En plus des frais d'analyse, il est perçu des frais d'échantillonnage correspondant à :

| 10 tonnes et moins pour les colis de 25 kg | 1 000   |
| 10 tonnes et moins pour les colis de plus 25 kg à 100 kg | 2 000   |
| 10 tonnes et moins pour les colis de plus de 100 kg | 3 000   |

**ARTICLE 3** : Pour les planches et bois d'œuvre, il est perçu les taux suivants :

| 0 tonne à 10 tonnes | 5 000   |
| 10,1 tonnes à 20 tonnes | 7 000   |
| 20,1 tonnes à 30 tonnes | 10 000  |
| 30,1 tonnes à 45 tonnes | 15 000  |
| Plus de 45 tonnes à 100 tonnes | 20 000  |
| Plus de 100 tonnes : tarification par tranche de 10 tonnes supplémentaires | 4 000   |
ARTICLE 4 : Pour les produits livrés en vrac sans poids connu mais dont on peut estimer le volume, la taxe perçue est de 3.000 FCFA par m³.

ARTICLE 5 : Il est perçu les taux suivants, pour les produits livrés en vrac sans poids connu mais dont on peut estimer le nombre :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de produits</th>
<th>Taux de taxe (en FCFA)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Par nombre de 20 pour les produits de petit calibre</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Par nombre de 20 pour les produits de moyen calibre</td>
<td>500</td>
</tr>
<tr>
<td>Par nombre de 20 pour les produits de gros calibre</td>
<td>1000</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ARTICLE 6 : Le service de contrôle peut interdire l’entrée du territoire à tout produit jugé de très mauvaise qualité. En outre, il peut ordonner toute opération (quarantaine, traitement, transformation) pouvant rendre le produit conforme aux normes et exigences avant d’autoriser son entrée sur le territoire.

Si l’état du produit l’exige, le service peut ordonner sa destruction ; dans ce cas, un procès-verbal de destruction est rédigé et tous les frais y afférents sont à la charge de l’opérateur.

ARTICLE 7 : Des plombs ou vignettes du service de contrôle Qualité et du Conditionnement sont apposés sur 10% des colis d’un lot contrôlé. Les plombs et les vignettes sont cédés à 150 FCFA l’unité.

ARTICLE 8 : Le paiement des taxes s’effectue auprès des régisseurs de recettes auprès des postes de contrôles phytosanitaires, des pesticides et de la qualité.

ARTICLE 9 : Une quittance extraite d’un journal à souche est délivrée au moment du paiement des frais en même temps que les documents techniques attestant de la conformité du produit aux normes en vigueur.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté s’applique aux produits en transit, nonobstant les accords tarifaires.

Au cas où les produits sont plombés, le service de contrôle est autorisé à les déplomber afin de procéder à toute vérification. Une attestation de déplombage et de réplombage sera ensuite délivrée au mandataire ou convoyeur.


Ouagadougou, le 29 DÉC 2017

Le Ministre de l’Agriculture et des Aménagements Hydrauliques

Le Ministre du Commerce, de l’Industrie et de l’Artisanat

Jacob OUEDRAOGO
Officier de l’Ordre National

Stéphane Wente-Assan SANOU
Officier de l’Ordre National

Le Ministre de l’Économie, des Finances et du Développement

Hadizatou Rosine COULIBALA ASORI
Officier de l’Ordre National

AMPLIATIONS
- MAAH/CAB
- MAAH/DAF
- MCIA/CAB
- MCIA/SG
- MAAH/SG
- MINEFID/CAB
- MINEFID/SG
- DGCMEF
- DGB
- IGF
- DUTCP
- MAAH/PS
- MCIA/PS
- RG
- JO